

La formation continue-t-elle ?

Claudie Asselain-Missenard

Les mésaventures d'un stagiaire

Vous vous êtes inscrit pour participer à un stage de formation continue. L'intitulé est alléchant, le lieu est prestigieux, le sujet traité vous intéresse vraiment. Cela vaut bien que vous vous compliquiez un peu la vie : long trajet matinal, compression de votre emploi du temps habituel, et autres arrangements nécessités par les circonstances. Mais vous êtes bien disposé et prêt à donner de votre temps et de votre attention à cette affaire.

Et là, patatras. Des problèmes d'organisation. Vous passez la moitié de la première matinée à poireauter dans un couloir. Les responsables du stage restent introuvables. Quand les choses sérieuses débutent enfin, vous restez sur votre faim. Les animateurs semblent ne rien avoir à dire. Les temps morts se succèdent. Vous avez le sentiment d'avoir passé votre temps à vous demander où les formateurs, plutôt sympathiques au demeurant, voulaient bien vous mener. Et vous avez au final l'irritante impression de ne pas avoir appris grand chose, voire d'avoir perdu votre temps.

Les mésaventures d'un formateur

Vous êtes formateur estampillé et vous vous êtes vu confier la mission d'intervenir dans un établissement pour un stage en principe demandé par les enseignants du dit établissement. Vous rencontrez le chef

et là vous réalisez que les choses sont moins simples qu'il n'y paraît. Le stage a été initié par ce même chef, qui voulait par là même secouer ses ouailles et les forcer à s'intéresser au sujet. Peu importe que ce sujet ait trait aux élèves en difficulté, à la salle informatique, à la liaison avec les écoles primaires ou les universités voisines... Ce qui est sûr c'est que les collègues sont moyennement volontaires pour vous écouter et travailler avec vous de façon constructive.



Ce que vous décrivez ne les concerne pas, ou ne peut pas être mis en place chez eux, ou simplement les dérange. Ils ont en plus le fâcheux sentiment d'être mis en accu-

sation de par votre seule présence. Moi, me former ? Serait-ce à dire que je ne connais pas mon métier ? Si le chef ne m'avait pas forcé à être là, je serais présentement avec mes élèves (ou en train de faire mes courses, ou chez le dentiste...) et j'y serais bien mieux. À vrai dire, la seule chose que vos stagiaires semblent avoir vraiment envie de faire en votre compagnie, c'est de partager leur lamento sur un métier de plus en plus dur, des élèves de plus en plus ingérables, une administration de plus en plus incapable

Inutile de dire que, dans un tel contexte, la réceptivité à vos propositions sera faible.



Formation continue sinistrée ?

Bien entendu, les deux pseudo-exemples ci-dessus sont des caricatures. Mais qui n'a pas vécu au moins une fois, quelque chose qui ressemblait à cela ? Une cer-

taine pratique, tant du côté stagiaire que du côté formateur, permet de voir que la formation continue telle qu'organisée jusqu'ici par les rectorats ne répond pas toujours aux besoins des enseignants.

L'ensemble des propositions de formation manque souvent de cohérence et de lisibilité. Le stage « pilotage de planeur » programmé au nom de la cause sacro-sainte de l'aviation populaire, ou le stage « regard sur le lycée professionnel », qui permet surtout aux heureux élus de tester les restaurants hors pair des lycées hôteliers, font partie des choses vues qui nuisent à la crédibilité de l'ensemble du dispositif.

La qualification des intervenants est aussi un problème. Trop souvent réalisée en interne, pilotée de façon bureaucratique, elle permet au meilleur comme au pire de se développer, de l'intervenant passionnant qui nous permet de savoir à nouveau pourquoi nous aimons ce métier, au formateur dont on sent bien que la motivation pour son rôle est principalement d'échapper au contact des élèves.

Quand une situation est déjà mauvaise, le seul avantage est qu'elle a du mal à empirer.

À en croire les cris d'alarmes poussés de toute part, ce serait pourtant ce qui est en train de se produire. La formation continue est enterrée dans de nombreuses académies, faute de moyens. On le déplore et on le crie haut et fort. Mais, comme souvent, on oublie les défauts du mourant au

moment où on se met à pleurer sa disparition. L'heure est sans doute venue, comme le réclame l'APMEP, de repenser le tout différemment.

Un métier appris pour la vie

Il fut un temps où tout allait moins vite. Les connaissances acquises à l'université, attestées par la réussite au concours, suffisaient pour enseigner une vie durant. Les élèves étaient sociologiquement stables. Les connaissances qu'on avait mission d'enseigner étaient immuables. Le respect pour les compétences du professeur était acquis à vie. Ce temps-là est révolu depuis belle lurette. Notre métier évolue constamment. Et la conception : « *Je sais faire mon métier une fois pour toute* » est battue en brèche chaque jour. Aucun métier d'ailleurs ne résiste à l'accélération du monde. On ne voit pas pourquoi les enseignants y échapperaient. Les paramètres mobiles sont nombreux : évolution socio-culturelle des élèves, évolution de leur relation à la chose scolaire, évolution de la discipline elle-même, mise à disposition de nouveaux outils d'enseignement. Tout cela nécessite de repenser en profondeur le métier de professeur, et de considérer la formation continue comme partie intégrante du métier et non comme un adjuvant accessoire et facultatif qui le pimenter légèrement.

Tout reste à (re)construire

En ces temps de crise et de restriction, on a tendance à mettre en avant le problème des moyens. Les restrictions budgétaires

touchent bien sûr en premier toutes les dépenses perçues comme non indispensables. Mais le problème est plus vaste : les moyens sont nécessaires mais aucunement suffisants.

Un point crucial est de transformer l'état d'esprit dans lequel la formation continue est perçue. Elle doit devenir chose naturelle et faisant partie du travail normal de l'enseignant. Ses modalités doivent se diversifier, ou plus exactement des modalités autres que le sacro-saint « stage de formation » doivent être prises en compte : groupe de travail entre pairs, participation à des séminaires ou des colloques universitaires¹, autoformation utilisant le formidable moyen d'accès à la connaissance qu'est Internet aujourd'hui...

Les efforts de formation individuels doivent être reconnus. Actuellement, ils ne sont trop souvent sanctionnés par aucune reconnaissance, ni diplôme, et n'ont aucune influence en terme de déroulement de carrière. Certes, la satisfaction d'avoir progressé peut être un moteur efficace, mais est-ce bien raisonnable que ce soit le seul ? Il n'y a qu'à regarder nos collègues qui actuellement font un gros effort de formation, sous la houlette des informaticiens, pour assurer la spécialité *sciences du numérique* dans les terminales scientifiques à venir. Rien ne leur garantit une quelconque reconnaissance à l'issue de cette formation, pas même la certitude d'enseigner dans la spécialité en question.

¹ ... et aux Journées Nationales (ou régionales) de notre association : les prochaines auront lieu à Metz en octobre 2012.

² voir PLOT 35.

³ Sur l'ensemble de cette question, voir le paragraphe 7-2 du texte d'orientation de l'APMEP paru dans la plaquette Visages 2011-2012.

Il faut aussi veiller plus scrupuleusement à la qualité des formations proposées. En élargissant les partenaires impliqués dans cette formation, en la rapprochant de la recherche et des universités (voir *les maisons des sciences* proposées par l'Académie des Sciences ou *l'instrumentarium* de nos amis belges²), en veillant à la qualité des formateurs (par exemple en leur proposant de suivre des masters spécifiques et diplômants comme celui créé par Aline Robert à l'université Paris-Diderot).

L'adéquation entre les propositions de formation et la demande doit être plus serrée. Il existe des besoins ponctuels faciles

à satisfaire, en particulier autour des nouvelles technologies (filon qui n'est pas près de s'éteindre...). Mais il y faut aussi proposer des formations plus longues et plus en profondeur si les besoins sont là. Avoir à enseigner des choses qu'on n'a jamais apprises, n'est pas chose impossible mais doit être accompagné.

L'APMEP défend l'idée d'un grand institut national de la formation continue³, qui serait garant de la qualité et de la cohérence de ce pan bien négligé de notre système éducatif. Oui, décidément, il est urgent que la formation continue, telle le phénix, renaisse de ses cendres !

